

Note de synthèse n° 9

Opinions sur le (dé)confinement et sur un vaccin contre le COVID-19, renoncement aux soins.

L'enquête COCONEL est réalisée par internet. Une fois par semaine, un échantillon d'un millier de personnes, représentatif de la population adulte résidant en France, est interrogé avec un questionnaire couvrant divers aspects de la crise actuelle. La présente note détaille les principaux résultats de la sixième vague (2003 enquêtés, interrogés du 30 avril au 4 mai), sur les aspects suivants : opinions à l'égard du (dé)confinement ; attitudes à l'égard d'un éventuel vaccin contre le coronavirus ; enfin renoncement à des soins depuis le début du confinement.

Après plus de six semaines de confinement, 80 % des Français considèrent encore que le confinement est le seul moyen efficace de lutter contre l'épidémie de COVID-19. Dans le même temps, les attitudes critiques à l'égard du confinement suivies depuis fin mars ne progressent plus. A l'inverse, interrogés un peu plus d'une semaine avant la levée du confinement, 56 % des enquêtés se prononcent en faveur d'un maintien du confinement au-delà du 11 mai, en particulier les femmes, les 18-45 ans, les moins diplômés et les moins aisés. Malgré la levée du confinement annoncée, 77 % des enquêtés déclarent même qu'en ce qui les concerne, ils continueront à appliquer des mesures strictes de confinement après le 11 mai, en particulier les plus de 75 ans (86 %). Ces opinions sont étroitement corrélées à l'anticipation d'une seconde vague épidémique après le 11 mai, seconde vague jugée très probable par 85 % des enquêtés. S'agissant des modalités du déconfinement, 80 % des enquêtés estiment qu'adapter les mesures de déconfinement à la situation de chaque département est une bonne chose. Les opinions sont plus partagées sur un éventuel confinement sélectif, ciblant les populations à risque, comme les personnes âgées : seuls 43 % des enquêtés s'y déclarent favorables.

Si un vaccin contre le coronavirus était disponible, les trois quarts des enquêtés déclarent qu'ils se feraient vacciner, mais un quart refuserait le vaccin. Ces réponses, recueillies pour la cinquième fois depuis fin mars, sont remarquablement stables. Il en va de même des motifs de refus, le principal étant qu'un vaccin élaboré dans l'urgence serait trop dangereux. Enfin, un tiers des Français a renoncé à des soins depuis le début du confinement. Cela correspond à 40 % de ceux qui auraient eu besoin d'un examen médical. C'est plus souvent le cas des femmes, des 35-65 ans et des personnes résidant dans des communes de moins de 2000 habitants.

Opinions sur le (dé)confinement : beaucoup de Français prêts à faire du zèle.

Le soutien et les critiques restent stables. Après plus de six semaines de confinement, 80 % des Français estiment encore que le confinement est le seul moyen efficace de lutter contre l'épidémie de COVID-19 ; cette proportion est stable depuis trois semaines (elle était de 88 % fin mars). Dans le même temps, les attitudes critiques suivies depuis fin mars ne progressent plus : un quart des enquêtés juge que le confinement est une mesure excessive par rapport à la gravité réelle de l'épidémie (22 % lors de cette vague), tandis qu'une courte majorité estime que le confinement restreint trop les libertés individuelles (56 %).

Une bonne moitié des enquêtés en faveur d'un maintien du confinement au-delà du 11 mai. Lors de cette sixième vague, 56 % des enquêtés se disent favorables à ce maintien, soit une baisse significative relativement à la semaine précédente (62 %). Cette opinion est plus souvent exprimée par les femmes (59 %, contre 52 % des hommes), et elle dépend aussi de l'âge : elle est soutenue par 60 % des 18-45 ans, cette proportion commençant à diminuer au-delà, jusqu'à 51 % pour les plus de 65 ans. Elle est aussi socialement différenciée : les moins diplômés et les personnes vivant dans un ménage à bas revenus y sont plus souvent favorables (58 % pour les enquêtés qui n'ont pas le baccalauréat contre 48 % de ceux qui ont dépassé le premier cycle universitaire ; 61 % des bas revenus contre 48 % des revenus les plus aisés¹). Cette opinion varie aussi selon l'inquiétude d'être infecté soi-même : ceux qui sont très inquiets à ce sujet (8 à 10 sur 10) jugent plus souvent qu'il faudrait maintenir le confinement au-delà du 11 mai (69 %, contre 48 % des autres enquêtés).

Les trois quarts des enquêtés enclins à rester confinés. Malgré le déconfinement annoncé, 77 % des enquêtés déclarent qu'en ce qui les concerne, ils continueront à appliquer des mesures strictes de confinement après le 11 mai. Cette opinion-ci ne varie pas selon le sexe, ni selon les revenus du ménage. Elle est majoritaire pour toutes les tranches d'âge, mais augmente régulièrement avec l'âge : de 68 % parmi les 18-25 ans, à 86 % parmi les plus de 75 ans. En outre, elle décroît avec le niveau de diplôme (80 % de ceux qui n'ont pas eu le baccalauréat la soutiennent, contre 71 % des diplômés de l'enseignement

supérieur). Parmi ceux qui sont très inquiets à l'idée d'être infectés, 86 % envisagent de continuer à appliquer des mesures strictes de confinement (contre 72 % des autres enquêtés).

La plupart anticipent une seconde vague. Une seconde vague de contamination après le 11 mai est jugée très probable par 85 % des enquêtés. Cette opinion est plus souvent partagée par les femmes (90 %, contre 80 % des hommes), et elle recule un peu avec l'âge : elle reste proche de 90 % jusqu'à 65 ans, contre 79 % pour les 66-75 ans et 71 % pour les plus de 75 ans. En revanche elle varie très peu selon les niveaux de diplôme et de revenus des enquêtés. Cette opinion est liée aux précédentes : parmi ceux qui anticipent une seconde vague épidémique, 62 % sont favorables à un maintien du confinement au-delà du 11 mai (contre seulement 20 % de ceux qui ne l'anticipent pas). De même, parmi ceux qui anticipent cette seconde vague, 81 % déclarent qu'ils continueront à appliquer des mesures strictes de confinement après le 11 mai (contre 54 % des autres).

Un consensus en faveur du déconfinement adapté selon le département. 80 % des enquêtés estiment qu'adapter les mesures de déconfinement selon la situation de chaque département est une bonne chose. Cette opinion varie peu selon les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés. Ce consensus est moindre dans deux des régions où le rouge reste de rigueur (76 % en région parisienne, 75 % en Ile-de-France), tandis que les enquêtés les plus aisés y sont plus souvent favorables (84 %, contre 71 % des enquêtés issus d'un ménage à bas revenus).

Des opinions partagées sur le confinement ciblé. Plutôt qu'un confinement général, mieux vaut cibler les populations à risque, comme les personnes âgées : 43 % des enquêtés se déclarent en accord avec cette assertion. C'est plus souvent le cas des hommes (48 %, contre 38 % des femmes), des plus jeunes (49 % parmi les 18-25 ans, 34 % parmi les plus de 65 ans). En revanche, les personnes très inquiètes à l'idée d'être infectées sont moins souvent favorables à ce confinement ciblé (37 %, contre 46 % des autres enquêtés).

¹ Le total des revenus du ménage a été divisé par le nombre d'unités de consommation au sein de celui-ci, qui prend en compte à la fois sa taille et sa composition. Le premier quartile de la distribution de ce revenu du ménage par unité de consommation correspond aux ménages qui ont les plus bas revenus, et le dernier quartile aux ménages les plus aisés.

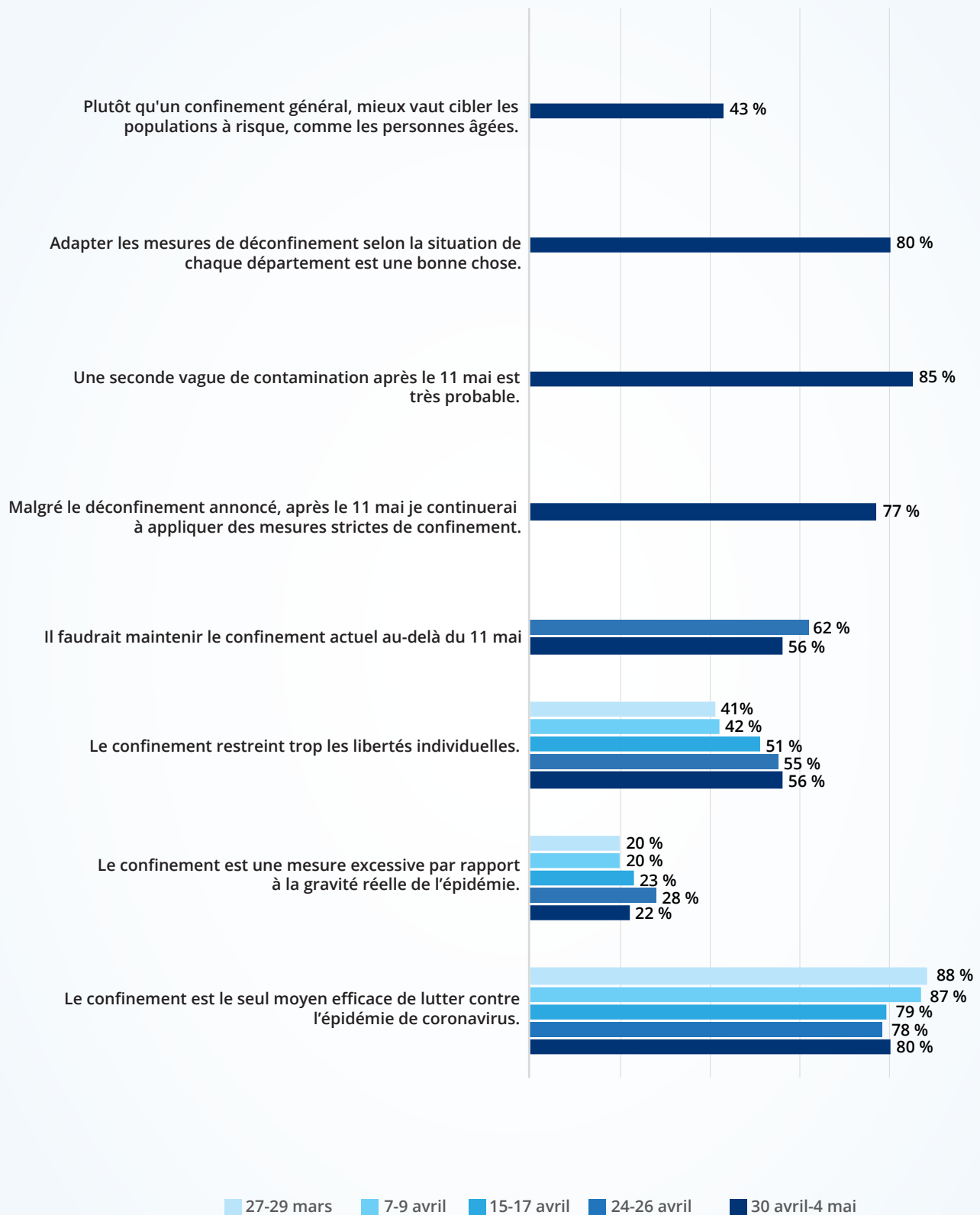


Figure 1. Opinions à l'égard du confinement. Enquête COCONEL, vagues 1, 3, 4, 5 et 6, mars-mai 2020.

Vaccination et COVID-19 : un rejet stable pour un Français sur quatre.

Si un vaccin contre le coronavirus était disponible, les trois quarts des enquêtés déclarent qu'ils se feraient vacciner, mais un quart refuserait le vaccin. Ces réponses, recueillies pour la cinquième fois depuis fin mars, sont remarquablement stables. Il en va de même des motifs de refus. Lors de cette sixième vague, 17 % des enquêtés refuseraient le vaccin parce qu'ils estiment qu'un vaccin élaboré dans l'urgence est trop dangereux, 7 % parce qu'ils sont opposés à la vaccination en général, et enfin 2 % parce qu'ils jugent que c'est inutile puisque le COVID-19 est peu dangereux.

Un refus plus fréquent parmi les femmes et les jeunes. Comme lors des vagues précédentes, ce sont toujours les femmes qui déclarent plus souvent qu'elles refuseraient le vaccin (30 %, contre 21 % des hommes). S'agissant de l'âge des enquêtés, la proportion de refus est généralement plus élevée parmi les plus jeunes, avec une tendance très nette lors de cette vague : 41 % des 18-25 ans refuseraient le vaccin, contre seulement 9 % des plus de 75 ans. Cette attitude ne varie pas significativement selon le niveau de diplôme des personnes interrogées. En revanche, elle est très contrastée selon le niveau de revenus du ménage : parmi les enquêtés déclarant les revenus les plus bas, 36 % refuseraient le vaccin, contre 15 % parmi les plus aisés.

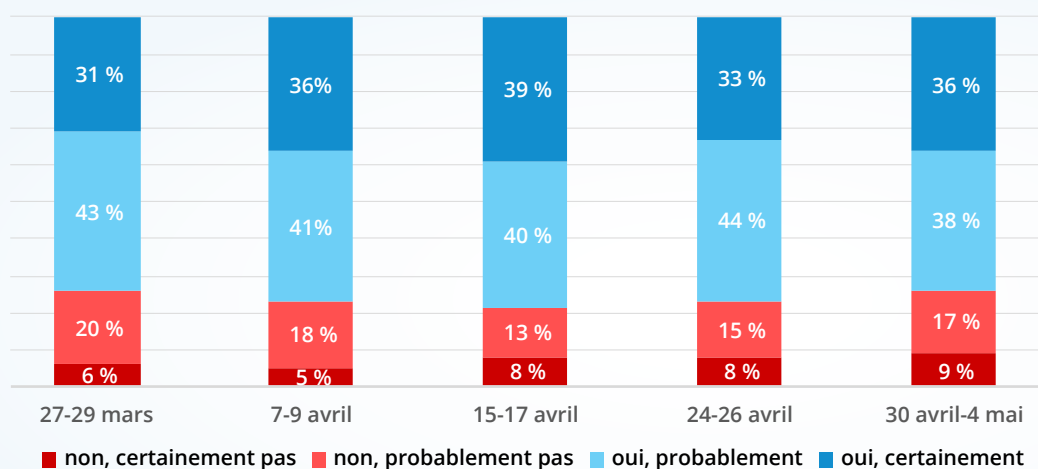


Figure 2. Intention de se faire vacciner si un vaccin contre le Covid-19 était disponible. Enquête COCONEL, vagues 1, 3, 4, 5 et 6, mars-mai 2020.

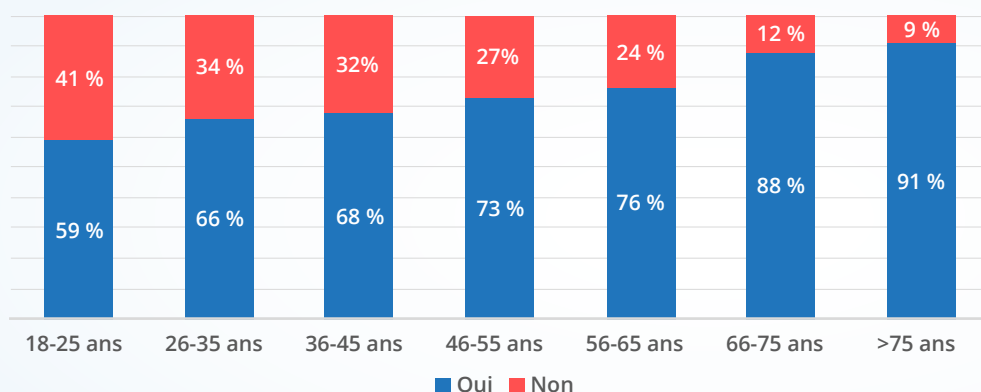


Figure 3. Intention de se faire vacciner si un vaccin contre le Covid-19 était disponible, par tranche d'âge. Enquête COCONEL, vague 6, 30 avril-4 mai 2020.

Un tiers des Français a renoncé à des soins depuis le début du confinement.

Parmi les personnes interrogées lors de cette vague, 32 % déclarent que, depuis le début du confinement, elles ont dû renoncer à un examen médical dont elles avaient besoin, tandis que 48 % ont pu consulter et que 20 % déclarent ne pas en avoir eu besoin, qu'il s'agisse d'un examen auprès d'un médecin généraliste ou d'un spécialiste. **En se restreignant aux personnes qui ont eu besoin d'un examen médical, 40 % y ont donc renoncé.**

Parmi les personnes qui ont eu besoin d'un examen médical pendant le confinement, **les femmes y ont plus souvent renoncé** (elles sont 44 % dans ce cas, contre 37 % des hommes), **de même que les personnes âgées de 35 à 65 ans** (44 % également, contre 36 % des 18-34 ans et 38 % des plus de 65 ans). En revanche, si d'ordinaire l'absence de recours aux soins suit un gradient social défavorable pour les plus démunis, lors de cette période particulière de confinement, ce renoncement ne s'avère pas corrélé au niveau de revenus du ménage. Toutefois, **des disparités significatives apparaissent selon le lieu de résidence** : le renoncement aux soins concerne 46 % des résidents d'une commune de moins de 2000 habitants, contre 37 % lorsque la commune compte 100 000 habitants ou plus. Enfin, 47 % des personnes qui se disent très inquiètes d'être infectées ont renoncé à un examen médical, contre 36 % des autres enquêtés.

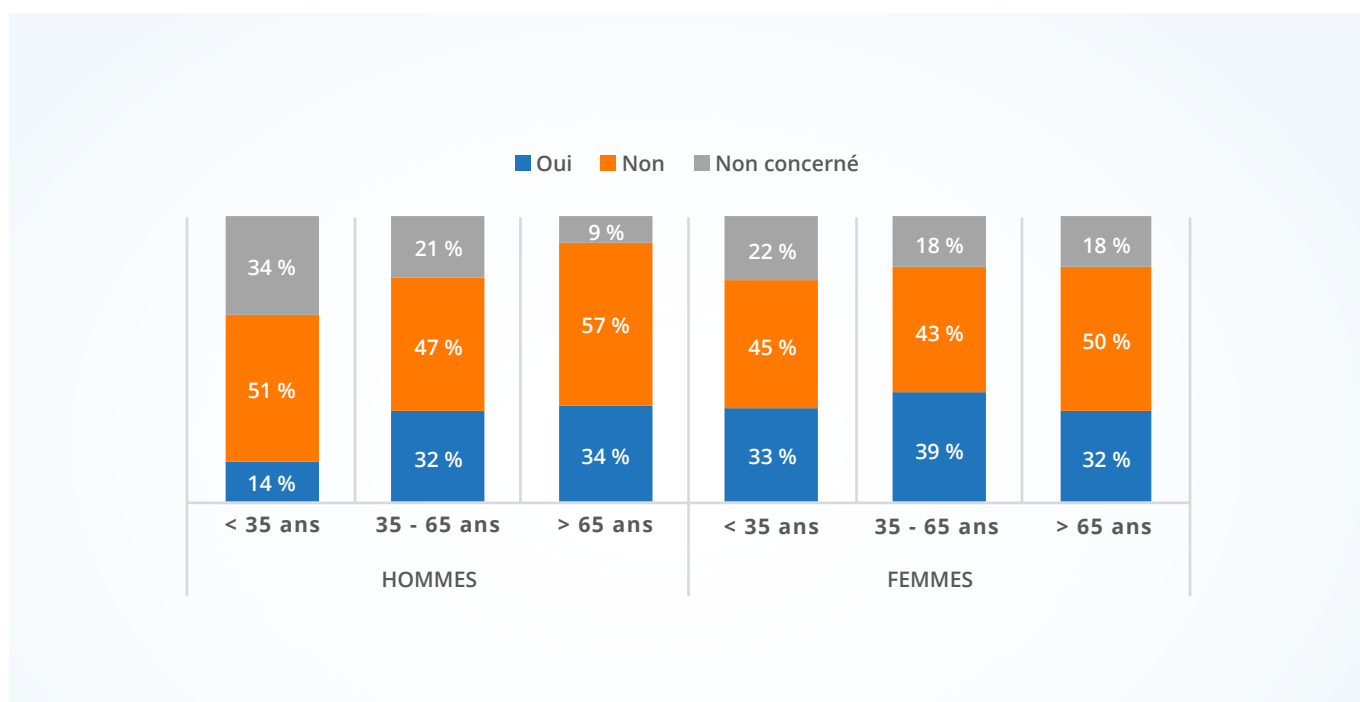


Figure 4. Le renoncement aux soins lors du confinement selon l'âge et le sexe des répondants. Enquête COCONEL, vague 6, 30 avril-4 mai 2020.

L'enquête est réalisée par l'institut de sondage IFOP, qui dispose d'un access panel de plus de 750 000 ménages français. L'échantillon de répondants est représentatif de la population française des 18 ans et +, sur les critères d'âge, de sexe, de niveau d'éducation et de profession du chef de ménage, après stratification par région et catégorie d'agglomération de résidence.

Des analyses complémentaires peuvent être menées à la demande pour décliner les aspects traités selon les caractéristiques des enquêtés (âge, sexe, niveau socioéconomique, diplôme, type de commune, région, orientation politique...), ou détailler les aspects du questionnaire non abordés ici.

Le consortium COCONEL réunit des chercheurs de l'UMR VITROME (Vectorial Infections in TROPical and MEditerranean areas ; Patrick Peretti-Watel, Valérie Seror, Sébastien Cortaredona, Marseille), du Centre d'Investigation Clinique Cochin-Pasteur (Odile Launay, Paris), de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (Jocelyn Raude, Rennes) et de l'Observatoire régional de la santé Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur (Pierre Verger, Lisa Fressard, Caroline Alleaume, Marseille). Il s'appuie sur un comité de pilotage comprenant François Beck, Stéphane Legleye, Olivier L'Haridon, Jeremy Ward et Damien Léger. Il bénéficie d'un financement par le Fonds de Crise de l'Institut de Recherche pour le Développement, et par l'appel à projets Flash COVID-19 de l'Agence Nationale de la Recherche.

